



RAPPORT DU COMMISSAIRE GENERAL DE L'OFFICE DE SECOURS ET DE TRAVAUX DES
NATIONS UNIES POUR LES REFUGIES DE PALESTINE DANS LE PROCHE-ORIENT

Additif

1. Le présent additif au rapport du Commissaire général à l'Assemblée générale pour la période allant du 1er juillet 1984 au 30 juin 1985 donne des renseignements sur le financement des activités de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient en 1985 et sur le projet de budget de l'Office pour 1986 1/. Sa publication constitue une innovation qui procède de deux préoccupations : communiquer à l'Assemblée générale les données financières les plus récentes sur les recettes et les dépenses prévues pour l'année 1985; modifier, conformément à une recommandation du Corps commun d'inspection, les méthodes d'établissement du budget-programme de l'Office.

I. MONTANT ESTIMATIF DES RECETTES ET DES DEPENSES POUR 1985

2. L'UNRWA a connu des difficultés financières particulièrement graves en 1985. Au début de l'année, ses recettes étaient estimées à 164 millions de dollars, soit 67 millions de dollars de moins que les dépenses prévues (231 millions de dollars). En janvier, le Commissaire général a donc pris une série de mesures d'austérité comprenant une réduction des dépenses de personnel, notamment l'ajournement des majorations de traitement et d'indemnité de cherté de vie due au personnel local, des réductions globales dans le domaine des déplacements, de l'entretien, des fournitures et autres dépenses et l'annulation d'importants programmes de réparation et de construction. Il a ainsi réduit de 40 millions de dollars le montant des dépenses prévues dans le budget de 1985, ramenant à 27 millions de dollars l'écart par rapport aux recettes. Il faut souligner que, si ces réductions n'affectent pas directement les services fournis aux réfugiés, elles n'en ont pas moins un effet direct sur la capacité de l'Office à poursuivre ses programmes, car plus de la moitié des réductions ont été obtenues en repoussant des achats de fournitures et de matériel, de gros travaux d'entretien et la construction d'installations, toutes dépenses qui pourtant s'imposaient. Le reste de la réduction a été obtenu pour l'essentiel en retardant des augmentations de traitement dont le principe était déjà acquis. Nombre des dépenses ainsi différées devront d'ailleurs être effectuées au cours des années à venir pour que l'UNRWA puisse continuer à fournir des services d'éducation, de santé et de secours aux réfugiés.

3. Répondant aux appels pressants lancés par le Secrétaire général et le Commissaire général, plusieurs gouvernements ont fait des contributions spéciales à l'UNRWA pour l'aider à éliminer l'écart entre ses dépenses et ses recettes. En octobre 1985, le montant des contributions spéciales reçues de l'Australie, du Canada, du Danemark, des Etats-Unis d'Amérique, de la Finlande, du Japon, de la Norvège et de la Suède s'élevait à 13 millions de dollars, ce qui ramenait l'écart pour 1985 à quelque 14 millions de dollars. Les contributions annoncées à la fin de septembre 1985 sont indiquées à l'annexe I. L'aide directe fournie par des gouvernements aux réfugiés palestiniens figure à l'annexe II.

4. Le Commissaire général a approuvé de nouvelles mesures d'austérité en juin 1985 pour comprimer encore les dépenses. Plusieurs prestations et indemnités (de transport notamment) normalement versées au personnel ont été supprimées et le personnel des services de santé et d'éducation a été réduit, de même que le nombre de stagiaires admis comme internes dans les centres de formation professionnelle de l'Office. Au total, ces mesures ont permis de réduire les dépenses de 2 millions de dollars qui, ajoutés à une économie de 1 million de dollars due au gel des postes vacants, ont ramené l'écart à 11 millions de dollars. En fin de compte, le montant estimatif révisé des dépenses pour 1985 s'établit à 188 millions de dollars, comme indiqué dans le tableau 1.

5. On estime actuellement à 6 millions de dollars environ pour l'année le montant des économies dues aux fluctuations des taux de change. Si la tendance se confirme au cours des derniers mois de l'année, l'écart entre les recettes et les dépenses se chiffrera à 5 millions de dollars environ.

6. Le Commissaire général a continué de lancer des appels pressants aux gouvernements pour les inciter à faire de nouvelles contributions. Tout écart subsistant en fin d'année devra être financé à l'aide du fonds de roulement qui est déjà dangereusement bas puisqu'il représente moins d'un mois des besoins de l'Office en liquidités. Tout nouveau prélèvement sur le fonds de roulement aurait pour effet non seulement de compromettre gravement la capacité de l'Office à financer ses activités en attendant que des contributions lui soient versées en 1986, mais de ne lui laisser aucune marge de manoeuvre pour le financement de ses programmes en 1986.

II. PROJET DE BUDGET POUR 1986

7. Les méthodes d'établissement du projet du budget de l'UNRWA pour 1986 ont été modifiées à la suite de recommandations du Corps commun d'inspection. Jusqu'à présent, le budget présenté à l'Assemblée générale pour l'année à venir était basé sur une estimation des ressources générales jugées nécessaires pour permettre à l'UNRWA de s'acquitter pleinement de son mandat. En fin d'année, lorsque le montant des recettes et des dépenses pour l'année en cours pouvait être estimé avec précision, on établissait un budget de fonctionnement distinct pour l'année à venir. Mais l'existence de deux budgets distincts jetait la confusion dans les esprits quant au montant minimum des ressources nécessaires au fonctionnement de l'Office. Afin de remédier à cet état de choses, on a décidé d'établir simultanément le budget à présenter, à l'Assemblée générale et le budget de fonctionnement pour 1986 et de s'appuyer sur les mêmes chiffres. De ce fait, le premier a été établi plus tard que d'habitude, ce qui explique qu'il ait fallu publier un additif au rapport annuel du Commissaire général.

A. Nouvelle présentation du budget

8. A la fin de 1984, L'UNRWA a mis en place un nouveau système de comptabilité qui consiste à porter toutes les contributions pouvant être librement utilisées au crédit du Fonds général de l'Office et les contributions reçues à des fins spéciales au crédit de comptes distincts ouverts pour les projets concernés. Par conséquent, le projet de budget pour 1986 est subdivisé en trois parties : le Fonds

général, les fonds alloués à des projets spécifiques et les fonds alloués aux travaux de construction. Les dépenses imputées au Fonds général ont été subdivisées en deux catégories - dépenses en espèces et dépenses en nature - afin que l'Office puisse évaluer avec davantage de précision les besoins dans chaque catégorie. Ces modifications apparaissent au tableau 1 qui permet de comparer le projet de budget pour 1986 avec les montants estimatifs révisés pour 1985.

B. Budget consolidé

9. Comme il ressort du tableau 1, le budget consolidé pour 1986 (Fonds général, fonds alloués à des projets spécifiques et fonds alloués aux travaux de construction) atteint 191,2 millions de dollars, soit 3,1 millions de dollars (1,7 p. 100) de plus que le montant des estimations révisées pour 1985 (188,1 millions de dollars).

10. Lorsqu'on a établi le budget pour 1986, on a cherché à prévoir les ressources dont l'Office aura besoin pour financer ses programmes tout en estimant de façon réaliste les recettes que lui procureront les contributions des gouvernements et de diverses institutions. Le budget repose sur l'hypothèse que le niveau des activités et les effectifs seront les mêmes qu'en 1985, mais que les dépenses supprimées en 1985 au titre de l'entretien, des fournitures, des services contractuels et du matériel seront effectuées en 1986.

C. Programmes

11. En 1986, les services d'éducation représenteront près de 67 p. 100 du budget total, contre 22 p. 100 pour les services de santé et 11 p. 100 pour les services de secours. On trouvera ci-après une description des différents programmes.

1. Éducation

12. Dans son budget, l'Office prévoit de poursuivre son programme d'enseignement général (enseignement primaire élémentaire et supérieur), les cours de formation professionnelle et technique qu'il dispense dans ses centres de formation professionnelle et le programme de bourses d'étude qui fournit une aide financière aux étudiants réfugiés inscrits dans des instituts d'enseignement supérieur situés à l'intérieur ou à proximité de la zone d'activité de l'Office. Les 640 écoles primaires élémentaires et primaires supérieures de l'UNRWA sont fréquentées par 345 800 élèves et emploient 10 163 enseignants. En outre, 101 000 élèves réfugiés sont inscrits dans des établissements publics ou privés de la zone d'activité de l'UNRWA. Dans les huit centres de formation de l'Office, 3 800 réfugiés palestiniens peuvent suivre un enseignement professionnel et technique et 1 200 une formation pédagogique. Pour l'année universitaire 1984-1985, l'UNRWA a accordé 353 bourses d'études supérieures à des réfugiés palestiniens.

Tableau 1

Projet de budget consolidé pour 1986

(En milliers de dollars E.-U.)

	1985 a/ Montants estimatifs révisés			1986 Prévisions de dépenses		
	Dépenses en espèces	Dépenses en nature	Total	Dépenses en espèces	Dépenses en nature	Total
	A. FONDS GENERAL					
I. Services d'éducation						
Enseignement primaire élémentaire	54 999	21	55 020	52 057	21	52 078
Enseignement primaire supérieur	36 629	7	36 636	34 541	7	34 548
Autres activités	5 409	886	6 295	4 538	797	5 335
Formation professionnelle et technique	8 871	574	9 445	7 951	838	8 789
Part dans les dépenses communes du titre IV	<u>18 031</u>	<u>189</u>	<u>18 210</u>	<u>19 145</u>	<u>189</u>	<u>19 334</u>
Total	<u>123 929</u>	<u>1 677</u>	<u>125 606</u>	<u>118 232</u>	<u>1 852</u>	<u>120 084</u>
II. Services de santé						
Services médicaux	18 184	708	18 892	17 924	398	18 322
Assainissement du milieu	6 346	627	6 973	6 308	476	6 784
Part dans les dépenses communes du titre IV	<u>4 634</u>	<u>49</u>	<u>4 683</u>	<u>4 923</u>	<u>49</u>	<u>4 972</u>
Total	<u>29 164</u>	<u>1 384</u>	<u>30 548</u>	<u>29 155</u>	<u>923</u>	<u>30 078</u>
III. Services de secours						
Aide aux personnes particulièrement nécessiteuses	2 466	8 206	10 672	2 384	10 119	12 503
Services de secours et d'assistance sociale	3 901	-	3 901	3 728	1	3 729
Abris	548	175	723	629	152	781
Part dans les dépenses communes du titre IV	<u>3 090</u>	<u>32</u>	<u>3 122</u>	<u>3 282</u>	<u>32</u>	<u>3 314</u>
Total	<u>10 005</u>	<u>8 413</u>	<u>18 418</u>	<u>10 023</u>	<u>10 304</u>	<u>20 327</u>
IV. Dépenses communes						
Approvisionnement et transport	7 326	270	7 596	7 142	270	7 412
Autres services intérieurs	12 830	-	12 830	14 380	-	14 380
Administration générale	5 589	-	5 589	5 828	-	5 828
Total	<u>25 745</u>	<u>270</u>	<u>26 015</u>	<u>27 350</u>	<u>270</u>	<u>27 620</u>
Dépenses allouées aux divers programmes	<u>(25 745)</u>	<u>(270)</u>	<u>(26 015)</u>	<u>(27 350)</u>	<u>(270)</u>	<u>(27 620)</u>
TOTAL, FONDS GENERAL	<u>163 098</u>	<u>11 474</u>	<u>174 572</u>	<u>157 410</u>	<u>13 079</u>	<u>170 489</u>
B. FONDS ALLOUES A DES PROJETS						
Alimentation d'appoint	4 880	3 753	8 633	4 778	5 101	9 879
Centre de Rééducation (Sud-Liban)	147	-	147	80	-	80
Centre pour les aveugles (Gaza)	200	-	200	182	-	182
Programme d'enseignement préscolaire (Gaza)	343	-	343	407	-	407
Programme destiné aux mères d'enfants d'âge préscolaire (Gaza)	62	-	62	56	-	56
Centres de formation d'adultes (hommes et femmes) (Ramallah)	2 555	-	2 555	2 322	-	2 322
Bourses d'études supérieures - ARAMCO	77	-	77	77	-	77
Projet communautaire (Jarash)	11	-	11	12	-	12
Projet communautaire (Souf)	30	-	30	17	-	17
Projet générateur de recettes (Liban)	56	-	56	60	-	60
TOTAL, FONDS ALLOUES DES PROJETS	<u>8 361</u>	<u>3 753</u>	<u>12 114</u>	<u>7 991</u>	<u>5 101</u>	<u>13 092</u>
C. FONDS ALLOUES A DES TRAVAUX DE CONSTRUCTION						
AGFUND	910	-	910	-	-	-
Al-Zaben	500	-	500	-	-	-
Nouveaux bâtiments	-	-	-	7 632	-	7 632
TOTAL, FONDS ALLOUES A DES TRAVAUX DE CONSTRUCTION	<u>1 410</u>	<u>-</u>	<u>1 410</u>	<u>7 632</u>	<u>-</u>	<u>7 632</u>
TOTAL GENERAL	<u>172 869</u>	<u>15 227</u>	<u>188 096</u>	<u>173 033</u>	<u>18 180</u>	<u>191 213</u>

a/ L'écart de 43 millions de dollars entre le montant indiqué au paragraphe 177 du rapport annuel du Commissaire général (231 millions de dollars) et celui figurant dans le tableau est le résultat des mesures d'austérité approuvées par le Commissaire général (Rapport annuel, par. 181).

13. Le coût estimatif du programme d'enseignement exprimé en dollars, tombe de 126 millions en 1985 à 120 millions en 1986, diminution qui s'explique par les fluctuations des taux de change et par le fait que les mesures d'austérité prises courant 1985 auront une incidence sur toute l'année 1986. Lorsqu'on a planifié les activités pour 1986, on a décidé de geler les effectifs et le volume des services fournis, tout en essayant d'améliorer la qualité du matériel d'enseignement, des équipements et des installations afin d'augmenter la productivité du corps enseignant. L'importance des effectifs affectés aux services d'éducation explique le nombre considérable de postes des classes 8 à 10 qui figurent au tableau 3. La population scolaire augmente normalement de 4 800 élèves environ par an et l'Office a traditionnellement recruté quelque 150 professeurs nouveaux chaque année. Etant donné le gel des effectifs, il a été décidé d'augmenter le nombre d'élèves par classe, de regrouper autant que possible les écoles élémentaires de garçons et de filles et de remplacer les locaux loués par des écoles dotées de classes standards. Ce dernier objectif est l'un des éléments du programme de construction de l'Office en 1986, qui vise aussi à remplacer par ce type d'écoles des locaux insuffisants ou inadaptés. L'obtention d'un financement à cet effet permettrait à l'Office de limiter le recrutement de nouveaux enseignants au cours des années à venir et d'améliorer globalement la productivité du personnel enseignant actuel. Il est aussi prévu d'améliorer les installations sanitaires des écoles.

14. En 1985, l'Office a pris une décision de principe importante en décrétant que les places d'internes dans les centres de formation professionnelle seraient désormais réservées aux élèves venant de familles démunies et habitant des régions isolées. Il a pu ainsi comprimer les dépenses de fonctionnement du programme de formation professionnelle sans diminuer les services d'enseignement fournis à la communauté des réfugiés. Un certain nombre de cours nouveaux ont été ajoutés et d'autres ont été supprimés, car l'Office tient à ce que l'enseignement qu'il dispense soit adapté à un marché du travail en constante évolution.

2. Santé

15. Les services de médecine curative et les soins maternels et infantiles sont dispensés dans les 98 centres de santé de l'Office, dans 25 centres relevant des pouvoirs publics et dans un centre géré par une institution bénévole. Ils sont fournis à tous les réfugiés palestiniens remplissant les conditions requises. Dans le cadre de son programme d'assainissement du milieu, l'Office fournit dans les camps un certain nombre de services qui comprennent l'approvisionnement en eau potable, l'enlèvement des ordures, l'évacuation des eaux de pluie, l'installation de latrines et la lutte contre les insectes et les rongeurs, vecteurs de maladies. Le coût des services de santé devrait normalement augmenter en 1986; mais compte tenu des directives rigoureuses qui ont été appliquées pour établir le budget de 1986, ces dépenses ont été maintenues au niveau atteint en 1985, à savoir 30 millions de dollars. Il est prévu de remplacer du matériel médical indispensable et d'apporter de modestes améliorations dans les secteurs suivants : centres de santé, enlèvement des ordures, centres d'alimentation d'appoint et évacuation des eaux usées. Certains des projets d'assainissement sur des projets d'auto-assistance qui seront exécutés conjointement par l'Office et par la communauté des réfugiés.

3. Secours

16. Le principal objectif du programme de secours de l'Office est d'aider les familles de réfugiés démunies (celles qui sont particulièrement nécessiteuses) en leur fournissant des denrées alimentaires de base, des couvertures et des vêtements, en réparant ou en reconstruisant des abris, en octroyant des dons en espèces et en dispensant une formation aux adultes. Les dépenses en espèces prévues à ce titre en 1986 sont les mêmes qu'en 1985, mais la valeur des denrées utilisées dans le programme de distribution de rations a augmenté du fait qu'elle a été calculée aux prix communiqués par les donateurs au lieu des prix du marché, qui étaient utilisés jusque-là. Dans les limites de ses ressources, l'Office continuera de fournir une aide particulière aux personnes les plus indigentes. Le financement des travaux de construction prévus permettrait de développer et d'améliorer les programmes d'apprentissage pour adultes, notamment les activités des centres d'apprentissage de la couture destinées aux femmes.

D. Services communs

17. Les services communs fournissent un appui à tous les programmes de l'Office. Ils recouvrent l'approvisionnement et les transports, l'administration générale, les relations extérieures et l'information. Il n'est pas prévu d'augmentation à ce titre en 1986. Les efforts resteront axés sur la recherche d'une productivité accrue grâce à la mécanisation des tâches et à l'amélioration des méthodes de travail et l'on continuera de réduire autant que possible les effectifs des services communs.

18. Les services d'approvisionnement et de transport recouvrent l'achat et l'entreposage de marchandises, les formalités portuaires et le transport des personnes et des marchandises. Leur qualité ne cesse de s'améliorer grâce aux efforts réalisés pour améliorer la gestion. L'administration générale recouvre les services administratifs (finances, personnel, services juridiques, traitement des données, services techniques et vérification des comptes) assurés aux sièges de l'Office, à Vienne et à Amman, dans les cinq bureaux de zone et dans les bureaux de liaison de New York et du Caire. Les services de relations publiques et d'information ont pour vocation d'appuyer les programmes de l'Office. Les dépenses communes sont réparties sur les trois principaux programmes en fonction des services rendus. L'augmentation de 1,5 million de dollars prévue à ce titre servira à financer le remplacement indispensable de véhicules, d'outils et de matériel ainsi qu'une légère majoration des traitements en 1986, toutes dépenses qui ont été supprimées du budget de 1985 pour compenser l'insuffisance des contributions faites à l'Office.

E. Fonds général

19. Les estimations budgétaires concernant le Fonds général pour 1986 se chiffrent à 170,5 millions de dollars, dont 157,4 millions de dollars de dépenses en espèces et 13,1 millions de dollars de dépenses en nature (denrées alimentaires et services), ce qui représente une diminution de 4,1 millions, soit 2,3 p. 100, par rapport au budget révisé pour 1985.

F. Fonds destinés à des projets

20. L'UNRWA exécute actuellement deux types de projets : les projets continus financés par des contributions spéciales, comme ceux indiqués au tableau 1, et des projets de construction ou de développement concernant la mise en place d'installations nouvelles, l'expansion des installations existantes ou l'organisation de nouveaux cours aux centres de formation professionnelle. On trouvera dans l'annexe III au présent supplément une liste de projets appartenant à cette dernière catégorie. Les ressources nécessaires pour le financement des projets continus sont estimées à 13,1 millions de dollars en 1986, soit à peu près au même montant que pour 1985. Il convient de noter qu'en 1985, le budget de l'un de ces projets, le programme d'alimentation d'appoint a accusé un déficit de 2 millions de dollars qu'il a fallu couvrir au moyen des ressources du Fonds général.

G. Fonds destinés à des travaux de construction

21. Les fonds destinés à des travaux de construction, qui se montent à 7,6 millions de dollars, doivent couvrir le coût des projets de construction, de reconstruction et de rénovation des installations de l'UNRWA. Ces ressources sont utilisées pour construire des salles de classe afin d'éviter que trois groupes d'élèves doivent utiliser successivement les mêmes locaux et de nouvelles écoles, remplacer ou remettre en état les toilettes dans les écoles existantes, créer des dispensaires et des services de santé maternelle et infantile ainsi que des centres d'apprentissage de la couture. Les fonds destinés aux travaux de construction servent également à financer la réparation et la rénovation des centres de distribution. En 1985, une décision de principe a été prise concernant le financement de tous les travaux de construction futurs au moyen de fonds destinés aux projets. La même année, l'Office a obtenu des donateurs des ressources se chiffrant au total à 1,4 million de dollars pour la construction de trois écoles.

H. Dépenses de personnel

22. Le tableau 2 établit une comparaison entre les estimations budgétaires pour 1986 et le budget révisé de 1985, par type de dépense. Il indique le montant estimatif des dépenses de personnel et d'autres dépenses par source de financement : budget ordinaire et fonds extra-budgétaires.

23. Le tableau 3 contient le tableau d'effectifs de l'UNRWA, par source de financement (budget ordinaire et fonds extra-budgétaires) et par classe. Depuis 1975, la plupart des postes d'administrateur et d'agent des services généraux recrutés sur le plan international ont été imputés sur le budget ordinaire. Tous les postes d'agent locaux sont financés au moyen de contributions volontaires reçues par l'UNRWA.

Tableau 2

Etat récapitulatif des estimations budgétaires relatives au
Fonds général (budget ordinaire et fonds extra-budgétaires),
par type de dépense

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

<u>Type de dépense</u>	1985 <u>Crédits ouverts</u>	1986 <u>Estimations budgétaires</u>
<u>I. Dépenses imputées sur le budget ordinaire</u>		
Postes permanents		
Postes internationaux	6 508	6 085
<u>II. Dépenses de personnel imputées sur les fonds extra-budgétaires</u>		
Postes permanents		
Postes internationaux		
Postes locaux	130 673	124 247
<u>III. Autres dépenses imputées sur les fonds extra-budgétaires</u>		
Services contractuels	6 039	5 312
Dépenses opérationnelles	315	435
Fournitures	8 946	9 607
Construction et équipement	1 349	2 311
Locaux	3 771	3 973
Bourses et subventions	7 209	6 150
Recettes diverses et transferts de ressources provenant des unités de production	(1 274)	(710)
Autres opérations spéciales (Elimination du programme de distribution de rations de base)	562	-
Total partiel	<u>163 098</u>	<u>157 410</u>
<u>IV. Fournitures et services en nature</u>	<u>11 474</u>	<u>13 079</u>
Total général	<u><u>174 572</u></u>	<u><u>170 489</u></u>

Tableau 3

	Postes permanents imputés sur le budget ordinaire		Postes permanents imputés sur les fonds extra-budgétaires		Postes fournis par l'Unesco, l'OMS et des organisations non gouvernementales		<u>Total général</u>	
	1985	1986	1985	1986	1985	1986	1985	1986
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur								
Secrétaire général adjoint	1	1	-	-	-	-	1	1
Sous-Secrétaire général	-	1	-	-	-	-	1	1
D-2	2	1	-	-	2	2	4	3
D-1	10	10	-	-	-	-	10	10
P-5	16	16	1	3	5	5	22	24
P-4	39	39	4	2	19	19	62	60
P-3	13	17	8	-	1	1	22	18
P-2/1	1	2	1	1	5	-	7	3
Total partiel	82	87	14	6	32	27	128	120
Agents des services généraux	10	10	1	1	-	-	11	11
Total partiel	92	97	15	7	32	27	139	131
Personnel local								
G-18	-	-	15	14	-	-	15	14
17	-	-	11	12	-	-	11	12
16	-	-	75	75	-	-	75	75
15	-	-	91	87	-	-	91	87
14	-	-	174	172	-	-	174	172
13	-	-	64	69	-	-	64	69
12	-	-	298	284	-	-	298	284
11	-	-	242	236	-	-	242	236
10	-	-	10 471	10 440	-	-	10 471	10 440
9	-	-	180	181	-	-	180	181
8	-	-	407	380	-	-	407	380

Tableau 3 (suite)

	Postes permanents imputés sur le budget ordinaire		Postes permanents imputés sur les fonds extra-budgétaires		Postes fournis par l'Unesco, l'OMS et des organisations non gouvernementales		<u>Total général</u>	
	1985	1986	1985	1986	1985	1986	1985	1986
Personnel local (suite)								
7	-	-	524	517	-	-	524	517
6	-	-	233	217	-	-	233	217
5	-	-	843	830	-	-	843	830
4	-	-	166	162	-	-	166	162
3	-	-	200	203	-	-	200	203
2	-	-	453	444	-	-	453	444
1	-	-	3 076	2 969	-	-	3 076	2 969
Total partiel	-	-	17 523	17 292	-	-	17 523	17 292
Total général	92	97	17 538	17 299	32	27	17 662	17 423

24. En raison des mesures d'austérité décrétées par l'UNRWA, 239 postes ont été supprimés en 1985. Le projet de budget pour 1986 tient compte de cette réduction d'effectifs, aucun accroissement du nombre de postes n'étant prévu. Les efforts se poursuivent en vue d'accroître la productivité du personnel dans tous les domaines d'activité de l'Office et, à mesure que des postes se libèrent, les fonctions qui s'y rattachent sont évaluées avec soin pour s'assurer qu'il est réellement nécessaire de pourvoir ces postes. L'Office continue également de faire des efforts considérables pour améliorer l'efficacité du personnel affecté aux programmes d'éducation et d'assainissement en lui dispensant une formation supplémentaire et en mettant en place des machines destinées à améliorer la productivité générale.

25. Un très petit nombre de reclassements (34 postes sur 17 423) sont prévus dans le projet de budget pour rectifier le classement de certains postes et procéder à une redistribution des tâches et responsabilités afin d'améliorer l'efficacité et la rentabilité.

I. Dépenses autres que les dépenses de personnel

26. S'agissant de cette catégorie de dépenses, il est nécessaire d'accroître en 1986 le montant des ressources consacrées à l'entretien des installations, à l'achat de fournitures et au remplacement du matériel hors d'usage. Il s'est toutefois produit une diminution globale en dollars des dépenses concernant les bourses et subventions en raison de gains au change enregistrés au cours de l'année écoulée.

III. FINANCEMENT DU BUDGET POUR 1986

27. On trouvera ci-après les montants des recettes en espèces et en nature nécessaires pour financer le budget de l'Office pour 1986 :

	<u>1986</u>		
	(En millions de dollars E.-U.)		
	<u>Recettes</u> <u>en espèces</u>	<u>Recettes</u> <u>en nature</u>	<u>Total</u>
A. Fonds général	157,4	13,1	170,5
B. Fonds destinés aux projets	8,0	5,1	13,1
C. Fonds destinés aux travaux de construction	<u>7,6</u>	<u>-</u>	<u>7,6</u>
Total	<u>173,0</u>	<u>18,2</u>	<u>191,2</u>

28. L'UNRWA n'a pas de réserves dans lesquelles il pourrait puiser pour financer le budget pour 1986. Il dépend donc entièrement, pour le financement de ses programmes, des contributions reçues des donateurs qui sont de deux ordres : contributions en espèces et contributions en nature sous forme d'articles de base (principalement des denrées alimentaires) et de services.

A. Ressources nécessaires en espèces

29. Pour continuer à fournir des services de base en matière d'éducation, de santé et de secours, l'Office aura besoin en 1986 de 157,4 millions de dollars à porter au crédit du Fonds général. A des fins de comparaison, le montant estimatif des recettes pour 1985 se chiffre à 150,4 millions de dollars dont un montant de 13 millions de dollars versé à titre de contributions spéciales en réponse aux appels du Secrétaire général et du Commissaire général. Le total des contributions au budget ordinaire pour 1985 n'a atteint que 137 millions de dollars, le niveau le plus bas enregistré depuis plus de quatre ans. Pour que l'Office puisse financer son programme en 1986 et au cours des années suivantes, il faudra que les contributions au budget ordinaire accusent une augmentation soutenue et continue de l'ordre de 20 millions de dollars par an. Sinon, on ne peut s'attendre à ce que l'UNRWA soit en mesure de continuer à s'acquitter des responsabilités dont l'a chargé l'Assemblée générale.

30. Outre les ressources en espèces nécessaires pour financer les dépenses imputées sur le Fonds général, l'Office doit encore financer en 1986 des dépenses d'un montant de 7,6 millions de dollars, au titre des projets de construction ou de développement. Il sollicitera à cette fin l'assistance de donateurs. On prévoit que les donateurs actuels continueront de verser des contributions se chiffrant à près de 8 millions de dollars pour le financement des activités des projets continus restant à exécuter.

B. Ressources nécessaires en nature

31. Pour 1986, le montant des ressources en nature dont l'Office a besoin est estimé à 18,2 millions de dollars. Traditionnellement, plusieurs donateurs ont fourni à l'UNRWA des contributions en nature sous forme d'articles de base et de services. On compte qu'ils pourront maintenir cette assistance en 1986. Au cours des deux dernières années, toutefois, la quantité de denrées alimentaires reçues par l'Office à titre de don a diminué. L'UNRWA a lancé un appel spécial en vue d'obtenir des dons de farine aux fins de la constitution de stocks pour faire face à des situations d'urgence comme celles qui se sont produites au Liban. Si le montant des contributions en nature reçues en 1986 n'est pas suffisant, il devra peut-être lancer un nouvel appel pour obtenir des dons supplémentaires d'articles de base.

Note

1/ Documents officiels de l'Assemblée générale, quarantième session, Supplément No 13 (A/40/13).

ANNEXE I

Contributions annoncées au 30 septembre 1985

(En dollars des Etats-Unis)

I. Contributions des gouvernements

Donateur	En espèces	En nature	Total
Allemagne, République fédérale d'	3 110 030	-	3 110 030
Arabie saoudite	2 200 000	-	2 200 000
Argentine	15 000	-	15 000
Australie	1 407 900	-	1 407 900
Autriche	145 000	-	145 000
Bahamas	500	-	500
Barbade	1 000	-	1 000
Bahreïn	15 000	-	15 000
Belgique	315 789	-	315 789
Birmanie	1 000	-	1 000
Burkina Faso	2 120	-	2 120
Cameroun	10 152	-	10 152
Canada	6 306 397	-	6 306 397
Chili	5 000	-	5 000
Chine	50 000	-	50 000
Chypre	1 528	-	1 528
Danemark	2 725 524	-	2 725 524
Egypte	7 299	-	7 299
Espagne	953 564	-	953 564
Etats-Unis d'Amérique	75 000 000	-	75 000 000
Finlande	537 806	-	537 806
France	973 352	50 153	1 023 505
Grèce	55 000	-	55 000
Inde	15 373	-	15 373
Indonésie	8 000	-	8 000
Irlande	303 450	-	303 450
Islande	9 500	-	9 500
Israël	-	263 575	263 575
Italie	1 275 510	-	1 275 510
Japon	9 000 000	4 680 851	13 680 851
Jordanie	-	715 523	715 523
Koweït	1 100 000	-	1 100 000
Liban	-	16 290	16 290
Luxembourg	5 767	-	5 767
Malaisie	5 000	-	5 000
Maldives	1 500	-	1 500
Malte	778	-	778
Maurice	2 188	-	2 188

/...

ANNEXE I (suite)

Donateur	En espèces	En nature	Total
Mexique	3 000	-	3 000
Monaco	1 025	-	1 025
Nigéria	4 519	-	4 519
Norvège	7 249 322	-	7 249 322
Nouvelle-Zélande	59 770	-	59 770
Oman	25 000	-	25 000
Pakistan	18 869	-	18 869
Panama	500	-	500
Pays-Bas	1 378 507	-	1 378 507
Philippines	2 000	-	2 000
Portugal	15 000	-	15 000
République arabe syrienne	-	125 219	125 219
République de Corée	5 000	-	5 000
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	6 556 250	-	6 556 250
Saint-Marin	2 669	-	2 669
Saint-Siège	14 500	-	14 500
Sénégal	5 000	-	5 000
Seychelles	500	-	500
Sri Lanka	-	2 000	2 000
Suède	7 897 552	-	7 897 552
Suisse	1 136 141	2 260 947	3 397 088
Thaïlande	12 784	-	12 784
Tunisie	10 510	-	10 510
Turquie	24 977	-	24 977
Venezuela	19 983	-	19 983
Yougoslavie	25 000	-	25 000
Zimbabwe	3 780	-	3 780
Total partiel	130 038 185	8 114 558	138 152 743

II. Contributions d'organisations intergouvernementales

Communauté économique européenne	13 098 606	10 992 358	24 090 964
Fonds spécial de l'OPEP	582 450	-	582 450
Programme du golfe Arabe en faveur des organismes de développement des Nations Unies (AGFUND)	909 500	-	909 500
Total partiel	14 590 556	10 992 358	25 582 914

/...

ANNEXE I (suite)

III. Contributions de l'ONU et des institutions spécialisées des Nations Unies

Donateur	En espèces	En nature	Total
Organisation des Nations Unies (au titre du budget ordinaire)	6 261 000	-	6 261 000
FISE	8 500	-	8 500
Unesco	-	1 460 620	1 460 620
OMS	-	798 000	798 000
Total partiel	6 269 500	2 258 620	8 528 120

IV. Recettes de sources non gouvernementales

American Friends Service Committee - Etats-Unis	-	134 997	134 997
Amnesty International	-	2 000	2 000
ANERA	2 200	-	2 200
Arabian American Oil Co. (ARAMCO) - Arabie saoudite	255 000	-	255 000
Croix-Rouge autrichienne	-	5 733	5 733
Australian Care for Refugees (AUSTCARE)	6 401	-	6 401
Fonds canadien de secours à l'enfance	9 158	-	9 158
Caritas (assistance germano-suisse)	6 000	-	6 000
Service chrétien mondial - Etats-Unis	-	5 030	5 030
Deutsche Stiftung für UNO Flüchtlinge	-	3 185	3 185
Autorités de Gaza	-	96 847	96 847
Holy Land Christian Mission International	-	80 000	80 000
Association de secours du peuple norvégien	53 165	-	53 165
Conseil norvégien pour les réfugiés	109 362	55 153	164 515
OXFAM - Royaume-Uni	-	41 190	41 190
Mission pontificale pour la Palestine	7 128	102 694	109 822
Redd Barna	-	1 786	1 786
Fonds de secours à l'enfance - Royaume-Uni	-	16 407	16 407

/...

ANNEXE I (suite)

Donateur	En espèces	En nature	Total
Statens Serum Institute	-	1 848	1 848
Rädda Barnen (Fonds suédois de secours à l'enfance)	168 539	-	168 539
Donateurs divers	694 333	34 168	728 510
Total partiel	1 311 286	581 038	1 892 324
V. Recettes d'autres sources			
Capen, Mme Anna	6 600	-	6 600
Peuple chypriote turc	2 000	-	2 000
Stagiaires des centres de formation professionnelle à Gaza	5 345	-	5 345
Donateurs divers	1 383	10 647	12 030
Total partiel	15 328	10 647	25 975
TOTAL	152 224 855	21 957 221	174 182 076

ANNEXE II

Aide accordée directement par les gouvernements aux réfugiés
de Palestine a/

(3 juillet 1984-30 juin 1985)

Note : Tous les chiffres ci-dessous ont été fournis par les gouvernements intéressés et sont exprimés en dollars des Etats-Unis, la conversion étant effectuée au taux de change fixé pour les opérations de l'ONU.

	Egypte	Israël	Jordanie	Liban <u>b/</u>	République arabe syrienne
Enseignement	82 224 000	11 980 000	58 086 852		28 494 578
Assistance sociale	3 925 000	1 600 000	2 804 797		2 051 200
Services médicaux	<u>c/</u>	7 160 000	17 822 984		1 762 750
Logement	<u>d/</u>	1 430 000	18 093 447		4 974 160
Services de sécurité	-	-	<u>e/</u>		4 999 800
Services divers	<u>d/</u>	3 800 000	<u>e/</u>		7 548 553
Dépenses d'administration	<u>184 111 000</u>	<u>-</u>	<u>4 132 068</u>		<u>4 871 600</u>
Total	270 260 000	25 970 000	100 940 148		54 702 641

a/ Cette assistance a été accordée directement aux réfugiés, en sus des contributions fournies à l'UNRWA (voir annexe I).

b/ Chiffres non encore reçus.

c/ Les services de santé sont inclus dans les services de protection sociale.

d/ Le logement et les services divers sont inclus dans les dépenses d'administration.

e/ La sécurité et les services divers sont inclus dans les dépenses d'administration.

ANNEXE III

Projets à court terme exécutés par l'UNRWA en 1985

<u>Titre</u>	<u>En milliers de dollars E.-U.</u>
Gaza - autres projets portant sur la construction de latrines et la rénovation des centres d'apprentissage de la couture	647
Achat de matériel et travaux de construction pour les centres de formation technique et professionnelle (Fonds spécial de l'OPEP - Phase III)	988
Achat de matériel et travaux de construction pour les centres de formation technique et professionnelle (Fonds spécial de l'OPEP - Phase II)	336
Construction de salles de classe et amélioration des installations sanitaires des écoles. Projet financé par le Gouvernement canadien en 1983	1 765
Travaux de construction divers, achat de matériel (pour les salles de classe et les dispensaires), de véhicules et de matériel de formation. Projet financé par le Gouvernement canadien en 1984	1 771
Programme de reconstruction au Liban des écoles, dispensaires et bureaux de l'UNRWA qui ont été détruits ainsi que des routes d'accès et canalisations des camps de réfugiés. Programme financé par diverses organisations gouvernementales et non gouvernementales	8 215
Construction d'écoles pour remplacer des locaux insatisfaisants. Projet financé par le Sheikh Moh'd Anis El-Zaben	500
Construction de toilettes et remplacement des water-closets détruits dans trois écoles de Gaza. Projet financé par NECC/CRW	<u>60</u>
Total	<u><u>14 282</u></u>
